

<https://ricochets.cc/Pandemie-le-Macronistan-continue-de-detruire-des-hopitaux-et-de-fermer-des-lits.html>



Pandémie : le Macronistan continue de détruire des hôpitaux et de fermer des lits

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 3 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le régime en place ne lésine sur aucun mensonge, sur aucune inégalité, sur aucune violence, il est prêt à tout, il veut coûte que coûte perdurer et favoriser ses donneurs d'ordre et alliés du monde capitaliste.

Les lobbies et la poursuite de la civilisation industrielle sont ses seules boussoles, tant pis pour la population et tant pis si l'Etat policier s'accélère.

- ▶ [Malgré les déclarations d'Olivier Véran, suppressions de lits et fermetures d'hôpitaux se poursuivent](#) - Il y a un mois, Basta ! publiait la carte des suppressions de lits dans les hôpitaux publics. Depuis, le ministre de la Santé répète vouloir en finir avec ces fermetures de lits. Pourtant, sur le terrain, les projets de restructuration sont toujours à l'ordre du jour. Et les personnels toujours très inquiets. (...) « Sur le terrain, à la Réunion, à Nantes, à Caen, à Paris... les projets de restructuration hospitalière sont toujours à l'ordre du jour, prévoyant la fermeture de centaines de lits et la suppression de nombreux emplois hospitaliers », constate Olivier Milleron, cardiologue à l'hôpital Bichat, lors d'une conférence de presse du collectif inter-hôpitaux le 1er décembre.



Le Macronistan continue de détruire des hôpitaux et de fermer des lits Tout est bon pour privatiser et piller afin de maintenir les taux de profits des déjà riches

Des résistances ralentissent la casse :

- ▶ [« Notre action permet de ralentir les fermetures » : partout en France, des citoyens s'engagent pour leurs hôpitaux](#) - Ils luttent contre les fermetures de leurs maternités, de leurs services de chirurgie ou de leurs urgences. Il existe des dizaines de comités de défense des hôpitaux de proximité en France. Certains arrivent même à renforcer l'accès aux soins, en participant à la création de centres de santé. Basta ! donne la parole à ces citoyens qui se mobilisent pour l'intérêt général.

(...)

Pour financer un « hôpital chic », « on ferme les hôpitaux chez les pauvres »

(...)

Pour le Macronistan, les pauvres ne sont que des rouages négligeables, des variables d'ajustement de la main d'oeuvre capitaliste sous pression en première ligne, des êtres sacrificiables dans [la guerre mortelle à la compétitivité et productivité qui détruit le monde vivant et l'humain partout](#).

Le macronistan et son monde technocapitaliste voué aux riches et technocrates se fout du bien être des pauvres, de leur santé, de leurs vies, **seul compte le perfectionnement de la machine à cash protégée par ses milice armées** assistées de drones, d'armes à létalité réduites, de caméras partout, et bientôt de robots en tout genre.

- ▶ [Au lieu d'un moratoire, l'État lance une mission... pour multiplier les entrepôts Amazon](#) - La Convention citoyenne pour le climat exigeait un moratoire sur la construction de nouveaux entrepôts de e-commerce. Mais le gouvernement cherche, au contraire, à faciliter et accélérer leur implantation. Cet automne, il a lancé une mission pour développer des sites logistiques « clé en main » et accroître l'attractivité de la France à l'international.

▶

[Covid-19 : quand les aides d'État aux multinationales partent en dividendes](#) - L'Observatoire des multinationales met en évidence les multiples sources d'aides publiques directes et indirectes dont bénéficient les grands groupes français depuis le début de la pandémie de COVID-19

les pauvres ne seront plus les seuls à être laissés sur le carreau

[Avec l'avènement des multinationales, des GAFAM tel Amazon, avec l'ère forcée du numérique partout, de la 5G, des Â« intelligences artificielles Â» et des robots, des Â« smart cities Â» connectées](#) les pauvres ne seront plus les seuls à être laissés sur le carreau, ouvriers et col blancs sont et seront laminés également pour que le technocapitalisme 2.0 poursuive sa course folle défendu par la technoplice, dont [la loi Â« sécurité globale Â»](#) n'est qu'un petit avant goût et [Amazon une tête de pont](#).

Un jour, peut-être, bientôt ?, une goutte d'eau ou une humiliation de trop fera vraiment exploser la cocotte minute ?
Le plus tôt sera le mieux.

Post-scriptum :

- *En complément, une illustration des logiques perverses du profit induites par le capitalisme, avec des exemples de marché opaque de la détection incendie dans les hôpitaux notamment.
Les autorités enquêtent actuellement sur les pratiques anticoncurrentielles de 3 constructeurs de systèmes fermés, leaders sur le marché (chubb, siemens et def) ainsi que sur les donneurs d'ordres publics qui ont attribués des marchés.*

HÔPITAUX

Devis de feu !

Alors que l'hôpital supporte de lourdes contraintes budgétaires, des dépenses non liées au médical donneraient lieu à des dérives assez choquantes.

— Par ARNAUD DE BLAUWE

La pandémie de Covid-19 l'a rappelé : l'hôpital souffre d'un manque chronique de moyens humains et financiers. Mais pour faire des économies, les directeurs d'hôpitaux seraient bien inspirés de jeter un œil sur certaines dépenses. Appelons-le Christophe. Il a travaillé pour Siemens, dans la branche des systèmes de sécurité incendie (SSI), où il concluait des contrats avec, notamment, des établissements hospitaliers et des maisons de retraite afin de les équiper (détecteurs, maintenance...). Licencié en 2011 (il a gagné son procès contre son ex-employeur), Christophe est désormais consultant. Il aide les collectivités à négocier les devis que les entreprises du secteur leur fournissent. En ce début juillet, assis à la table d'un restaurant d'une grande ville du centre de la France, il dénonce.

De très belles marges

« Ce marché des SSI est dominé par l'américain Chubb et l'allemand Siemens, confie Christophe. Et avec les hôpitaux, ils ne se gênent pas pour gonfler leurs tarifs ! » Le consultant nous présente alors plusieurs devis – établis en 2015 et 2017 – en guise de preuves. « Écoutez aussi cet enregistrement, propose-t-il. Vous entendez : cet ex-commercial d'une grosse société indique que le prix de revient d'un détecteur de fumée classique peut s'élever à 18 € HT. Or, quand il y a plusieurs offres concurrentes, j'ai constaté que Chubb le facturait 28 € HT et Siemens, 42 € HT. Mais s'ils sont seuls en lice, le premier fait payer ce même équipement 180 € HT, le second, 116 € HT. »

Et il serait fréquent que les responsables sécurité incendie démarchés se contentent d'une seule proposition. La raison ? Le marché est globalement captif ! « Les systèmes des acteurs majeurs du secteur sont "fermés" : si vous êtes équipé d'une installation Siemens et que vous réalisez une extension, vous n'avez pas d'autre choix que de continuer avec le même constructeur, explique Christophe. Et puis, les responsables de la protection incendie peuvent être légers, ajoute-t-il. Comme celui de cet hôpital d'Auvergne, dont on est en train de fermer des lits, et qui me dit : "Je n'ai pas

Au dire d'un professionnel de la filière, les sociétés fournissant les systèmes de sécurité incendie gonfleraient les tarifs



besoin de faire des économies parce que mon service n'est pas concerné." Ces surfacturations peuvent également être le résultat d'ententes entre fabricants de SSI : à toi ce client, à moi celui-ci ! » Prix gonflés, verrous efficaces, « petits arrangements entre amis » : des constats attestés par d'autres intervenants de la filière (sous couvert d'anonymat) joints par *Que Choisir*.

Des pratiques dénoncées à la DGCCRF

Ces faits, Christophe les a rapportés aux services de la Direction générale de concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) lors d'une audition, à Lyon (69), en juin 2017. Il assure que le procès-verbal rédigé à cette occasion a été transmis à l'Autorité de la concurrence, pour qu'elle enquête sur le milieu des SSI (Chubb, Siemens mais aussi Def auraient été visés). Interrogée, l'institution ne commente pas. Si Chubb n'a pas donné suite aux sollicitations de *Que Choisir*, Siemens a répondu par e-mail. « Tolérance zéro en matière de corruption, de non-respect des principes de concurrence loyale [...]. Les appels d'offres [...] s'inscrivent dans un cadre réglementaire très strict [...]. Les marges [...] sont conformes au marché. » Voilà quelques-uns des arguments avancés par le groupe allemand, qui ne communique toutefois aucune donnée chiffrée à l'appui de ses dénégations. En revanche, il assure connaître celui que l'on nomme « Christophe » : « Une personne qui [...] ne cesse de dénigrer l'entreprise et de dénoncer de "supposées" irrégularités afin de proposer [...] les services de sa propre société. » À chacun sa vérité. ♦